

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 3 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FERME EOLIENNE DE LA LANDE

2 rue du Libre Echange
31500 Toulouse

Références : 2025-68_INSP_FERME ÉOLIENNE DE LA LANDE_RAP
Code AIOT : 0006306586

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement FERME EOLIENNE DE LA LANDE implanté La Grande Lande La Lande des Cerisiers-La Lande Longue 53470 Commer. L'inspection a été annoncée le 03/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERME EOLIENNE DE LA LANDE
- La Grande Lande La Lande des Cerisiers-La Lande Longue 53470 Commer
- Code AIOT : 0006306586
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Ferme éolienne de la Lande est autorisée à exploiter un parc éolien composé de trois

éoliennes et un poste de livraison sur les communes de Commer et de Martigné-sur-Mayenne dans le département de la Mayenne, par l'arrêté préfectoral en date 13 avril 2015, modifié par l'arrêté du 8 septembre 2022.

Ces installations sont soumises à autorisation sous la rubrique 2980 "installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent".

Les éoliennes disposent d'une hauteur de mât de 95 mètres et d'une puissance de 2,2 MW. Le parc éolien a été mis en service le 20/11/2024.

L'inspection s'est rendue dans la base du mât des éoliennes E1, E2 et E3, ainsi que dans le poste de livraison.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Conformité du balisage aéronautique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
7	Etat fonctionnel des équipements de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 alinéa 2	Demande d'action corrective	30 jours
8	Rapport annuel de vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 alinéa 3	Demande d'action corrective	5 mois
10	Contrôle visuel des pâles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 alinéa 2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 alinéa 2	Demande d'action corrective	30 jours
17	Rapports de maintenance en français	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 I	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport de vérification des installations électriques avant mise en service	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Sans objet
3	Identification des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 alinéa 1	Sans objet
4	Prescriptions à observer par les tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 alinéa 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
6	Tests avant mise en service	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 alinéa 1	Sans objet
9	Contrôle des brides de mat, de fixation des pales	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 alinéa 1	Sans objet
11	Liste des systèmes instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 alinéa 3 et 4	Sans objet
12	Contrôle des SIS	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 alinéa 5	Sans objet
13	Manuel d'entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 alinéa 1	Sans objet
15	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
16	Détection formation de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25 alinéa 1	Sans objet
18	Conformité des niveaux sonores	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26 et 28 et AP du 13/04/2015, article 101.3	Sans objet
19	Déclaration OREOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Sans objet
20	Garanties financières	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R515-101.1	Sans objet
21	Situation de l'établissement	AP Complémentaire du 08/09/2022, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit veiller à ce que les contrôles électriques soient réalisés en totalité, et que les rapports ne mentionnent pas de limites à la prestation. Il devra justifier de la conformité du balisage nocturne et du respect du contrôle des pales dans un délai qui ne peut excéder 6 mois. Il est rappelé que les rapports transmis à l'inspection des installations classées doivent être fournis en français.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport de vérification des installations électriques avant mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Risques électriques
Prescription contrôlée : Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs. »

Constats :

L'exploitant a indiqué que la mise en service industrielle du site a été réalisée le 20/11/2024. Il a transmis avant la visite d'inspection le « rapport de vérification électricité visite initiale » réalisé par le Bureau Veritas Construction SAS du 24/12/2024. Ce rapport, qui est intervenu après la mise en service industrielle ne permet pas d'attester de la conformité des installations avant la mise en service industrielle. Après la visite, il a transmis le CONSUEL, visé le 30/07/2024, ainsi que la certification CE pour les machines 252089 (E1), 252090 (E2) et 252091 (E3) du 20/04/2023. Ces éléments permettent de justifier de la conformité des installations électriques avant la mise en service industrielle.

Type de suites proposées : Sans suite**N° 2 : Conformité du balisage aéronautique****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11**Thème(s) :** Risques accidentels, Sécurité aérienne**Prescription contrôlée :**

Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.

Constats :

L'exploitant a transmis le certificat de conformité établi par la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) en date du 20/12/2018 pour le matériel de balisage L550 utilisé sur les aérogénérateurs du site. Ce certificat de conformité concerne le balisage d'obstacle en lumière blanche pour un signalement de jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra les références du balisage nocturne employé sur site, ainsi que le certificat de conformité de celui-ci.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 30 jours**N° 3 : Identification des aérogénérateurs****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 alinéa 1**Thème(s) :** Autre, Identification**Prescription contrôlée :**

Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de l'affichage du numéro d'identification sur le mât des aérogénérateurs lors de la visite de site. Ces numéros correspondent à ceux déclarés sous OREOL.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Prescriptions à observer par les tiers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 alinéa 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Informations des tiers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : « - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; « - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; « - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; « - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Des panneaux d'affichage mentionnant les consignes à respecter par les tiers sont présents au niveau des trois accès (accès poste de livraison et E1, E2 et E3).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Propreté des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'intérieur des aérogénérateurs est maintenu propre. Dans l'éolienne E2, un chiffon était présent et a été retiré par l'exploitant.</p> <p>Observation :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de rappeler aux intervenants sur site l'interdiction d'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles et inflammables</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Tests avant mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Tests de sécurité avant mise en service
Prescription contrôlée : Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. Un arrêt , un arrêt d'urgence, un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.
Constats : Les tests de mise en sécurité ont été réalisés lors de la procédure de démarrage des installations réalisées par VESTAS sur les éoliennes (E1 en date du 8/10/2024, E2 en date du 14/10/2024 et E3 en date du 24/10/2024). Les rapports de chaque éolienne ont été transmis en anglais, cependant, une version traduite en français de la trame du rapport a également été communiquée par l'exploitant facilitant la compréhension des documents. Il est à noter que les rapports font uniquement référence au numéro de série de l'éolienne et non à son identification (E1, E2, E3), telle que connue sur le parc. Par ailleurs, les résultats des tests réalisés n'ont qu'une date de réalisation. Il n'y a pas d'information sur la conclusion de l'essai (validé, validé après modification...). L'entreprise VESTAS a indiqué que sa procédure interne ne permettait pas de passer au test suivant si le précédent n'était pas concluant. La validation globale du rapport correspond donc à une validation de l'ensemble des tests. Pour le test de survitesse, VESTAS a indiqué que celui-ci est réalisé en abaissant le seuil de déclenchement à 1000 tours par min, il permet ainsi avec un vent plus modéré de dépasser le seuil de survitesse et de vérifier l'arrêt de la machine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Etat fonctionnel des équipements de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 alinéa 2
Thème(s) : Risques accidentels, Tests de sécurité
Prescription contrôlée : Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Les essais des équipements de sécurité ont été réalisés lors de la procédure de démarrage aux dates suivantes : 8/10/2024 pour E1, 14/10/2024 pour E2 et 24/10/2024 pour E3. L'exploitant a indiqué que les essais 2025 ont été réalisés dans le courant du mois d'octobre. Après la visite d'inspection, il a transmis les rapports de services réalisés par Vestas. Ceux-ci

indiquent une réalisation des essais le 17/10/2025 pour E1 et E3 et le 24/10 pour E2.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que les résultats des tests sont notés dans le registre de maintenance, le rapport établi par Vestas indiquant que le report n'était pas réalisé. Le registre papier présent dans l'éolienne E1 ne mentionne pas les interventions de Vestas du 8/10/2024 ni du 17/10/2025. Il est rappelé à l'exploitant que la périodicité de réalisation des tests de sécurité ne peut excéder 1 an.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : Rapport annuel de vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 alinéa 3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification.
Constats : L'exploitant a transmis les rapports de vérification annuelle des installations électriques réalisés par SOCOTEC en date du 07/04/2025. Les rapports ne mentionnent aucune observation, cependant ils présentent des limites à la prestation réalisée sur site : les dispositifs différentiels résiduels n'ont pas été vérifiés pour des raisons d'exploitation. Pour les éoliennes E1 à E3, il est indiqué que ces éléments sont mentionnés dans la partie V4 du document qui ne comprend que IV parties.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra procéder lors du prochain contrôle à une vérification complète des installations. Le rapport qui ne devra pas mentionner de limites à la prestation sera tenu à la disposition de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 5 mois

N° 9 : Contrôle des brides de mat, de fixation des pales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Fixations

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que la mise en service industrielle a été réalisée le 20/11/2024. Le contrôle des brides est réalisé par AGV Industry, une entreprise sous-traitante de Vestas. Le rapport transmis par l'exploitant avant la visite fait suite au contrôle réalisé en avril 2025, soit presque 5 mois après la mise en service. Le rapport AGV Industry est signé du responsable de la société, mais n'est pas signé par Vestas, alors que le rapport le prévoit. Le prochain contrôle des brides est prévu lors de la maintenance annuelle, programmée pour la semaine du 10 au 14 novembre 2025. L'entreprise Vestas a indiqué que par la suite, le contrôle des brides est réalisé chaque année, lors de la maintenance annuelle. Les brides sont contrôlées par tapping ou par serrage à la clé dynamométrique (des couples spécifiques sont définis pour chaque type d'écrou).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant la nécessité de respecter les délais réglementaires pour la réalisation des contrôles des brides et fixations.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Contrôle visuel des pâles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 alinéa 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Pales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport d'inspection des pales réalisé le 21/05/2025. Il n'a pas transmis d'éléments concernant les contrôles précédents. Le rapport ne mentionne que des anomalies de niveau 1 et 2 (sur 5 niveaux), correspondant à des anomalies cosmétiques et mineures. Le prochain contrôle est prévu dans les jours qui suivent la visite d'inspection.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra dans les 30 jours suivant sa réception, le rapport de contrôle des pales, ainsi que les actions envisagées en cas de constatation d'anomalies. Il veillera au respect du délai réglementaire pour les prochains contrôles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Liste des systèmes instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 alinéa 3 et 4
Thème(s) : Risques accidentels, SIS
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité précisant leur fonctionnalité, leur fréquence de test et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.
Constats : L'exploitant a transmis un tableau des SIS. Celui-ci inclut les fonctionnalités de chaque équipement de sécurité, ainsi que la fréquence de contrôle et les opérations d'entretien à réaliser.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Contrôle des SIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 alinéa 5
Thème(s) : Risques accidentels, SIS
Prescription contrôlée : Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : L'exploitant a transmis les dates des contrôles des équipements de sécurité. Une grande partie de ces contrôles ont été réalisés lors de la procédure de démarrage et sont ensuite contrôlés lors des maintenances annuelles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que la vérification des équipements de sécurité est réalisée selon une fréquence qui ne peut excéder un an.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Manuel d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 alinéa 1
Thème(s) : Autre, Entretien
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté
Constats : L'exploitant dispose d'une version numérique du manuel d'entretien de l'installation avec la nature des opérations de maintenance et la fréquence de réalisation de ces opérations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 alinéa 2
Thème(s) : Autre, Maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre d'émargement en machine, ainsi que d'un registre dématérialisé géré au niveau du centre de conduite qui recense toutes les interventions dans les éoliennes. L'inspection a constaté la présence du registre dans les trois aérogénérateurs. Par sondage, le registre de E1 fait mention de la vérification des installations électriques et des contrôles des extincteurs réalisée le 7/04/2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que toutes les opérations de maintenance, ainsi que les résultats de ces opérations doivent être mentionnés dans le registre (voir constat n° 7).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 15 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif d'extinction</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu constater la présence d'un extincteur dans la base des trois aérogénérateurs, ainsi que dans le poste de livraison. Ceux-ci ont été régulièrement vérifiés en date du 7/04/2025 et sont conformes aux besoins. La présence des extincteurs dans les nacelles n'a pas été vérifiée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Détection formation de glace

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25 alinéa 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Glace</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les</p>

consignes de sécurité mentionnées à l'article 22.
Constats : L'exploitant a indiqué que les aérogénérateurs sont équipés d'un système de détection de glace par mesure ultrasonique sur l'aileron (capteur situé sur le toit de la nacelle). Le déclenchement du capteur déclenche un arrêt automatique et immédiat des machines qui ne permet pas un redémarrage automatique. La procédure prévoit une sollicitation du contact local du parc pour vérifier la possibilité de remettre en service la machine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Rapports de maintenance en français

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 I
Thème(s) : Autre, Rapports
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, manuels, registres dans leur version française. Les documents établis après le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version française à compter du 1er juillet 2022
Constats : Le rapport de la procédure de démarrage a été transmis avec une version traduite en français. Cependant, les rapports de maintenance à 6 mois et les rapports de serrage des brides n'ont été transmis qu'en anglais.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera à tenir à la disposition de l'inspection des installations classées des documents en version française.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 18 : Conformité des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26 et 28 et AP du 13/04/2015, article 10.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Acoustique
Prescription contrôlée : AM du 26/08/2011 - Article 26 L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la

santé ou la sécurité du voisinage. Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles : 5 dB en période diurne et 3 dB en période nocturne

AM du 26/08/2011 - Article 28

L'exploitant fait vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 du présent arrêté. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du préfet, cette vérification est faite dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. Dans le cas d'une dérogation accordée par le préfet, la conformité acoustique de l'installation doit être vérifiée au plus tard dans les 18 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

AP du 13/04/2015 - Article 10.1.3

L'exploitant procède, dans les 6 mois suivant la mise en service industrielle du parc puis dans les 12 mois suivants (soit sur une période de 18 mois), à un contrôle des émergences dans les zones à émergences réglementées les plus exposées dont notamment la Haute Boussière, la ferme du Bois au Parc, le Bois au parc, le Rocher, la Petite Gautinière.

Il se traduit par l'exécution de campagnes de mesures effectuées, a minima aux mêmes points que ceux utilisés pour mesurer le bruit résiduel, afin de valider les conclusions de l'expertise acoustique et vérifier le respect des valeurs limites admissibles d'émergences.

Constats :

L'exploitant a indiqué avoir fait procéder à une première étude acoustique en décembre 2024 / janvier 2025. Cette étude a démontré la présence de dépassement des émergences en période nocturne. Un nouveau plan de bridage a été appliqué et une nouvelle étude acoustique a été menée du 1er au 29 septembre 2025. Cette étude a conclu à la conformité acoustique du parc.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Déclaration OREOL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2

Thème(s) : Situation administrative, Déclaration des données techniques

Prescription contrôlée :

Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs « et du (des) poste (s) de livraison ». Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire. La décision de reconnaissance d'OREOL est parue le 23 avril 2022. Pour les parcs existants, l'exploitant a 6 mois pour effectuer cette déclaration.

Constats :

L'exploitant a réalisé la déclaration sous OREOL.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Garanties financières

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R515-101.1
Thème(s) : Situation administrative, Renouvellement GF
Prescription contrôlée : La mise en service d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent soumise à autorisation au titre du 2° de l'article L. 181-1 est subordonnée à la constitution de garanties financières visant à couvrir, en cas de défaillance de l'exploitant lors de la remise en état du site, les opérations prévues à l'article R. 515-106.
Constats : L'exploitant dispose d'une garantie financière d'un montant de 304 242,00 €, pour la période du 1/11/2024 au 31/10/2029, pour laquelle il a transmis le justificatif au Préfet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Situation de l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/09/2022, article 4

Thème(s) : Situation administrative, Emplacement éoliennes et poste de livraison

Prescription contrôlée :

Coordonnées géographiques des éoliennes et du poste de livraison :

	Coordonnées Lambert 93 (X)	Coordonnées Lambert 93 (Y)
E1	430580	6797186
E2	430718	6796950
E3	430816	6796690
Poste de livraison	430675.7	6797124

Constats :

Les coordonnées des éoliennes déclarées sous OREOL correspondent pour les trois éoliennes.
Pour le poste de livraison, les coordonnées déclarées sous OREOL sont :
en X : 430615
en Y : 6797099

Ces coordonnées ont été indiquées dans le porter à connaissance de mars 2024.
Un arrêté préfectoral complémentaire permettra la régularisation des coordonnées du poste de livraison.

Type de suites proposées : Sans suite